

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS	
	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE			
	Six mois	Un an	Six mois	Un an		
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie Nationale à Rufisque.	an	Senegal et autres Etats de la CEDEAO	15.000f	31.000f	La ligne	1.000 francs
Les annonces doivent être remises à l'imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance	Etranger : France, Zaire				Chaque annonce répétée	Moitié prix
	R.C.A. Gabon, Maroc				(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).	
	Algérie, Tunisie	-	-	20.000f	40.000f	
	Etranger : Autres Pays			23.000f	46.000f	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Prix du numéro	Année courante 600 f	Année ant	700f.		
	Par la poste	Majoration de 130 f par	numéro			
	Journal légalisé	900 f		Par la poste		
					Compte bancaire B I C I S n° 9520 790 630/81	

S O M M A I R E

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

- 2009
- 14 octobre Décret n° 2009-1134 portant création du Commissariat général au Pèlerinage aux Lieux saints de l'Islam 2
- 20 octobre Décret n° 2009-1150 modifiant le décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères 3

MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE, DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, DES TRANSPORTS AERIENS ET DES INFRASTRUCTURES

- 2009
- 12 août Arrêté ministériel n° 7665 portant création, composition et fonctionnement du Comité national de Pilotage du Programme « Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération pour une Gouvernance Locale de Développement Humain (ART GOLD) » 5
- 12 août Arrêté n° 7666 portant création du Programme « Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération pour une Gouvernance Locale de Développement Humain (ART GOLD) » 5

MINISTERE DE L'EDUCATION CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT PRESCOLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE ET DU MOYEN

- 2009
- 10 septembre Décret n° 2009-871 portant dénomination de l'Ecole Dagana 6 du Centre Morgan de Dagana 6
- 10 septembre Arrêté interministériel n° 8782 MEPEMSLN-SG-DAJLD portant classement par catégorie des établissements d'enseignement secondaire et fixant la liste des établissements d'enseignement moyen des établissements de formation d'instituteurs et des centres de rééducation pour l'année scolaire 2007-2008 7

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

- 2009
26 août Arrêté ministériel n° 3107 portant création et
fonctionnement de la Commission nationale
chargée de la préparation et de l'organisa-
tion de l'inauguration du Monument de la
Renaissance africaine. 16

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

- 2009
5 août Arrêté ministériel n° 7456 portant création
d'une commission de délivrance de la carte
nationale de presse. 17
24 août Arrêté ministériel n° 8066 fixant les modalités
de gestion de la Subvention aux organes
de presse. 17

MINISTERE DE L'ARTISANAT, DU TOURISME ET DES RELATIONS AVEC LE SECTEUR PRIVE ET LE SECTEUR INFORMEL

- 2009
14 juillet Arrêté ministériel n° 6917 portant autorisation
d'ouverture à l'exploitation de l'Etablis-
sement d'hébergement touristique à l'enseigne
« TERROU BI » sis au Boulevard Martin
Luther King à la Corniche Ouest. 18

MINISTERE DU COMMERCE

- 2009
28 septembre Arrêté ministériel n° 8251 portant fixation des
prix plafond du pain dans les régions
autres que Dakar. 18

PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces 18

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS ET ARRETES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET n° 2009-1134 du 14 octobre 2009

portant création du Commissariat général au Pèlerinage aux Lieux saints de l'Islam.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution ;

Vu le décret n° 63-011 du 10 janvier 1963 portant organisation
du pèlerinage à la Mecque ;

Vu le décret n° 88-1197 du 16 décembre 1988 portant organisation
du Ministère des Affaires étrangères, modifié par le décret
n° 90-311 du 27 mars 1990 ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination
du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-159 du 7 mai 2009 portant répartition des
services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des
sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la
Présidence de la République, la Primature et les ministères, modifié
par les décrets n° 2009-628 du 13 juillet 2009 et 2009-1085 du
5 octobre 2009 ;

Vu le décret n° 2009-1080 du 1^{er} octobre 2009 mettant fin aux
fonctions de ministres et fixant la composition du Gouvernement,

DECRETE :

Article premier. - Il est créé une structure adminis-
trative dénommée Commissariat général au Pèlerinage
aux Lieux saints de l'Islam, rattaché à la Primature.

Art. 2. - le Commissariat général au Pèlerinage aux
Lieux saints de l'Islam est chargé notamment :

- de la préparation du pèlerinage aux Lieux saints
de l'Islam ;
- de l'inscription et du transports des pèlerins ;
- de l'hébergement des pèlerins aux lieux saints de
l'Islam ;
- de l'encadrement religieux des pèlerins, pour les
rites à effectuer ;

- de délivrer les autorisations préalables à toute
personne physique ou morale ou regroupement desirux
d'organiser le pèlerinage ;

- d'exercer, pendant le déroulement du pèlerinage,
un contrôle sur tout organisateur national de pèlerinage
pour s'assurer du respect du cahier des charges
organisant cette activité d'une part et des clauses
contractuelles entre le voyageur et le pèlerin d'autre
part.

Art. 3. - Le Commissariat général au Pèlerinage
aux Lieux saints de l'Islam est dirigé par un Commis-
saire général nommé par décret.

Art. 4. - Le Commissariat général au Pèlerinage aux Lieux saints de l'Islam est structuré en divisions :

- la Division administrative et financière chargée de l'Administration du Commissariat général au Pèlerinage ;
- la Division Logistique chargée des moyens techniques ;
- la Division de l'Encadrement religieux chargée de la formation et de l'encadrement religieux des pèlerins.

Art. 5. - Un arrêté du Premier Ministre désigne chaque année les membres de la Commission d'encadrement du pèlerinage aux Lieux saints de l'Islam.

Le Commissaire général au Pèlerinage est chargé de la coordination de la mission d'encadrement du pèlerinage.

Art. 6. - Le Commissaire général au Pèlerinage présente au Premier Ministre, trois mois après les opérations du pèlerinage aux lieux saints de l'Islam, un rapport d'exécution du déroulement du pèlerinage.

Art. 7. - Le présent décret sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 14 octobre 2009.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné Ndiaye.

DECRET n° 2009-1150 du 20 octobre 2009.

modifiant le décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères.

F. PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE :

Vu la Constitution notamment en ses articles 43 et 76 ;

Vu la loi n° 90-07 du 28 juin 1990, relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;

Vu le décret n° 2009-451 du 30 avril 2009 portant nomination du Premier Ministre ;

Vu le décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 portant répartition des services de l'Etat et du contrôle des établissements publics, des sociétés nationales et des sociétés à participation publique entre la Présidence de la République, la Primature et les ministères ;

Vu le décret n° 2009-1129 du 14 octobre 2009 mettant fin aux fonctions de ministres et fixant la composition du Gouvernement ;

Sur le rapport du Premier Ministre,

DECRET :

Article premier. - Le décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

- la désignation « Ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de la Décentralisation » est remplacé par « Ministère de l'Intérieur » ;
- la désignation « Ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, de l'Hydraulique et de l'Assainissement » est remplacé par « Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat, de la Construction et de l'Hydraulique » ;
- la désignation « Ministère de la Santé, de la Prévention et de l'Hygiène publique » est remplacé par « Ministère de la Santé et de la Prévention » ;

Art. 2. - L'article premier du décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 est modifié ainsi qu'il suit :

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1°) Cabinet et services rattachés :

- Inspection des Services de Sécurité ;
- Inspection interne ;
- Service des Télécommunications ;
- Services des Archives communes ;
- Bureau du Courrier commun ;
- Service de Formation ;
- Groupement national des Sapeurs-pompiers ;
- Bureau du Suivi ;
- Bureau de Coordination du Groupe inter-gouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique de l'Ouest (GIABA) ;
- Comité interministériel de Lutte contre la Drogue ;
- Bureau d'entretien et de Maintenance du réseau Téléphonique et Fax.

2°) Secrétariat général ;

3°) Directions :

- Direction générale de la Police nationale ;
- Services rattachés ;
- Direction de la Surveillance du Territoire ;
- Direction de la Police de l'Air et des Frontières ;
- Direction de la Police judiciaire ;
- Direction de la Sécurité publique
- Direction de la Police des Etrangers et des Titres de Voyage ;
- Direction de l'Ecole nationale de Police et de la Formation permanente ;
- Direction des Personnels
- Direction du Budget et des Matériels ;

**MINISTERE DE LA COOPERATION
INTERNATIONALE, DE L'AMENAGE-
MENT DU TERRITOIRE,
DES TRANSPORTS AERIENS
ET DES INFRASTRUCTURES**

ARRETE MINISTERIEL n° 7665 en date du 12 août 2009 portant création, composition et fonctionnement du Comité national de Pilotage du Programme « Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération pour une Gouvernance Locale de Développement Humain (ART GOLD) ».

Article premier. - Il est créé un Comité national de Pilotage du Programme « Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération pour une Gouvernance Locale de Développement Humain (ART GOLD) ».

Art. 2. - Le Comité national de Pilotage du Programme est composé de :

- un représentant de la Primature ;
- un représentant du Ministère chargé de la Coopération décentralisée ;
- le Coordonnateur ;
- un représentant de la Direction de la Coopération Economique et Financière (DCEF-MEF) ;
- un représentant de la Direction de la dette et de l'Investissement (DDI-CAP-MEF) ;
- un représentant de la Direction générale du Plan ;
- un représentant du Programme des nations Unies pour le Développement Local (PNDL) ;
- un représentant de la Société civile ;
- un représentant du Programme National de Développement Local (PNDL) ;
- trois représentants des élus locaux (un pour chaque ordre de collectivité locale)

Art. 3. - Le Comité national de Pilotage est présidé par le Directeur de la Coopération Décentralisée et le Secrétariat est assuré par le Coordonnateur de l'Unité de gestion du Programme.

Art. 4. - Le Comité national de Pilotage peut être élargi, à la demande de ses membres et sur invitation à toute autre personne et ou structure dont la compétence s'avère utile.

Art. 5. - Le Comité national de Pilotage se réunit au moins une fois par an sur convocation de son Président. Il peut toutefois, se réunir de façon extraordinaire pour examiner une question cruciale dont le non règlement pourrait compromettre, gravement, l'atteinte des objectifs assignés au Programme.

Art. 6. - Le Comité national de Pilotage a pour missions de :

- définir les orientations politiques et stratégiques du Programme ;
- valider le plan de travail annuel et le budget y afférent ;
- approuver les rapports d'activités et rapports financiers y relatifs, la programmation et le suivi des réalisations ;
- valider les rapports d'avancement du Programme et de tout autre rapport se rapportant à l'exécution du Programme ;
- assurer l'évaluation continue et annuelle de l'exécution du Programme (à travers l'approbation des rapports techniques annuels) ;
- impulser le dialogue et la concertation entre les différentes structures partenaires du Programme ;
- valider la stratégie de pérennisation des résultats du Programme ;
- superviser la clôture du Programme et approuver le rapport final.

Art. 7. - Pour tout ce qui n'est pas prévu dans le présent arrêté, les stipulations de l'Accord entre l'Etat du Sénégal et le PNUD serviront de référence.

Art. 8. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 7666 en date du 12 août 2009 portant création du Programme « Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération pour une Gouvernance Locale de Développement Humain (ART GOLD) ».

Article premier. - Il est créé, au sein et sous l'autorité du Ministère de la Coopération Internationale, de l'Aménagement du Territoire, des Transports Aériens et des Infrastructures, le Programme « Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération pour une Gouvernance Locale de Développement Humain (ART GOLD) ».

Art. 2. - Le Programme « Appui aux Réseaux Territoriaux et Thématiques de Coopération pour une Gouvernance Locale de Développement Humain (ART GOLD) » a, pour ancrage institutionnel, la Direction de la Coopération Décentralisée.

Art. 3. - L'objectif du Programme ART GOLD est de renforcer la décentralisation et le développement local par la Coopération Décentralisée. Il s'agira de :

- appuyer le processus de décentralisation technique et administrative ;
- appuyer le développement économique local ;
- appuyer à la couverture, qualité et viabilité des services sociaux de base dans les domaines prioritaires tels que la santé, l'éducation et l'hydraulique ;
- contribuer à la protection de l'environnement et la lutte contre le changement climatique ;
- appliquer l'approche transversale de genre aux finalités et objectifs susmentionnés.

Art. 4. - Les activités du Programme sont menées à travers le Comité national de Pilotage pour la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Art. 5. - Le Programme est financé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) la coopération décentralisée et le Gouvernement du Sénégal.

Art. 6. - L'exécution du Programme sera assurée par une Unité de gestion (UGP), placée sous la tutelle de la Direction de la Coopération Décentralisée.

Art. 7. - L'Unité de Gestion comprend :

Au niveau central :

- un coordonnateur national ;
- un conseiller technique international ;
- un responsable administratif et financier ;
- un assistant administratif et financier ;
- du personnel d'appui administratif.

Au niveau de chaque région :

- le Directeur de l'Agence régionale de Développement ;
- un conseiller technique international ;
- un assistant administratif et financier.

Un Comité technique régional est mis en place pour garantir la bonne exécution du Programme. Ce Comité technique régional, sous la tutelle du Conseil régional, est dirigé par le Directeur de l'ARD et est composé des agents de l'ARD, du Conseiller technique international et de toutes autres personnes ressources nécessaires à la mise en oeuvre des activités.

Art. 8. - Aux fins d'exécution du Programme, le Directeur de la dette et de l'investissement (Ministère de l'Economie et des Finances) ouvrira des comptes bancaires au près d'une institution de la place, au nom de l'Unité de gestion du Programme et des régions bénéficiaires pour y domicilier, respectivement, des fonds reçus du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), de la Coopération Décentralisée et de l'Etat du Sénégal, au titre de leur participation au financement du Programme.

Art. 9. - Tous les comptes bancaires sont mouvementés par une double signature du Coordonnateur (ou son suppléant en cas d'empêchement de ce dernier) et du responsable administratif et financier (pour le niveau central), pour le niveau régional, les comptes seront mouvementés par le Directeur de l'ARD (ou son suppléant en cas d'empêchement de ce dernier) et de l'Assistant administratif et financier.

Art. 10. - A la fin de chaque exercice, conformément aux stipulations des accords avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Unité de Gestion (UGP) consolide les états financiers élaborés en vue de l'audit annuel des comptes du Programme aussi bien sur ressources extérieures que sur celles apportées par l'Etat du Sénégal.

Art. 11. - Pour ce qui n'est prévu dans le présent arrêté, les stipulations de l'Accord entre l'Etat du Sénégal et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) serviront de référence.

Art. 12. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

MINISTERE DE L'EDUCATION CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT PRE- COLAIRE, DE L'ELEMENTAIRE ET DU MOYEN

DECRET n° 2009-871 en date du 10 septembre
2009 portant dénomination de l'Ecole Dagana 6
du Centre Morgan de Dagana.

Article premier. - L'Ecole Dagana 6 du Centre Morgan de Dagana, dans le Département de Dagana, est dénommé « Ecole Célestin Freinet ».

Art. 2. - Le Ministre de l'Enseignement préscolaire, de l'Elémentaire, du Moyen secondaire et des Langues nationales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

2 janvier 2010

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

7

ARRETE INTERMINISTERIEL n° 8782
MEPEMSLN-SG-DAJLD en date du 10 septembre
2009 portant classement par catégorie des
établissements d'enseignement secondaire et fixant
la liste des établissements d'enseignement moyen,
des établissements de formation d'instituteurs et
des centres de rééducation pour l'année scolaire
2007-2008.

Article premier. - Les établissements d'enseigne-
ment secondaire sont classés dans les catégories
suivantes pour l'année scolaire 2007-2008.

Académie de Dakar :

N°	Nom et Etablissement	Catégorie
1	Abdoulaye Sadji	7 ^{ème}
2	Blaise Diagne	7 ^{ème}
3	Galandou Diouf	6 ^{ème}
4	Jonh Fitzgerald Kennedy	7 ^{ème}
5	Lamine Guèye	7 ^{ème}
6	Maison d'Éducation Mariama Bâ	3 ^{ème}
7	Lycée de Mbao	7 ^{ème}
8	Mixte Maurice Delafosse	7 ^{ème}
9	Cheikh Mouhamadou Mbacké	2 ^{ème}
10	Lycée Moderne de Rufisque	7 ^{ème}
11	Lycée Parcelles Assainies I	7 ^{ème}
12	Unité 13 ex Guinda Thiam	4 ^{ème}
13	Lycée Moderne de Dakar	7 ^{ème}
14	Lycée de Thiaroye	7 ^{ème}
15	Thierno Saïdou Nourou Tall	6 ^{ème}
16	Lycée de Bargny	7 ^{ème}
17	Lycée de Yeumbeul	5 ^{ème}
18	Lycée de Pikine	7 ^{ème}

Académie de Diourbel :

N°	Second Cycle	Catégorie
1	Lycée de Bambey	7 ^{ème}
2	Lycée d'Enseignement général	7 ^{ème}
3	Lycée de Mbacké	7 ^{ème}

Académie de Fatick :

N°	Second Cycle	Catégorie
1	Coumba Ndoffène Diouf	7 ^{ème}
2	Diofior	7 ^{ème}
3	Diogiye Basile Senghor	7 ^{ème}
4	Niakhar	7 ^{ème}
5	El Hadj Mamadou Diouf	6 ^{ème}
6	Macodou Ndiaye	6 ^{ème}
7	Khar Kâne	5 ^{ème}
8	Khassimou Mbacke	7 ^{ème}
9	Diakhao	7 ^{ème}

Académie de Kaolack :

N°	Lycées	Catégorie
1	Babacar Cobar Ndao	7 ^{ème}
2	Valdiodio Ndiaye	7 ^{ème}
3	Ndoffane	7 ^{ème}
4	Samba Dione	5 ^{ème}
5	Maba Diakhao Bâ	7 ^{ème}
6	Keur Madiabel	7 ^{ème}
7	El Hi Ibrahima Bâ (Koumheul)	7 ^{ème}

Académie de Kolda :

N°	Lycées	Catégorie
1	Alpha Molo Baldé	7 ^{ème}
2	Chérif Samsdine Aïdara	5 ^{ème}
3	Goudomp	6 ^{ème}
4	Ibou Diallo	7 ^{ème}

Académie de Louga :

N°	Lycées	Catégorie
1	Darou Mousty	4 ^{ème}
2	Guèoul	6 ^{ème}
3	Kébémér	5 ^{ème}
4	Dahra	7 ^{ème}
5	Alboury Ndiaye	7 ^{ème}
6	Malick Sall	7 ^{ème}
7	Lycée de Louga	5 ^{ème}

Académie de Matam :

N°	Lycée	Catégorie
1	Matam	6 ^{ème}

Académie de Saint-Louis :

N°	Second Cycle	Catégorie
1	Lycée Charles de Gaulle	7 ^{ème}
2	Lycée Ameth Fall	7 ^{ème}
3	Lycée Cheikh Oumar F. Fall	7 ^{ème}
4	Lycée CEM Prytanée Militaire	7 ^{ème}
5	Lycée Richard Tell	5 ^{ème}
6	Lycée A. S. M. M. W. W. W.	7 ^{ème}
7	Lycée L. Hadji Salou Ndong	5 ^{ème}
8	Lycée de Diour	4 ^{ème}
9	Lycée El H. Rawane Ngom (Mpal)	3 ^{ème}

Académie de Tambacounda :

N°	Lycées	Catégorie
1	Wissouba Faly	7 ^{ème}
2	Amara	7 ^{ème}
3	Lycée de la ville de Diour	7 ^{ème}
4	Lycée de la ville de Diour	7 ^{ème}

Académie de Thiès :

N°	Lycées	Catégorie
1	Denson Diour	7 ^{ème}
2	Léonard Sene Senchor	6 ^{ème}
3	Comba Diack Guéye	7 ^{ème}
4	Papa	7 ^{ème}
5	Maliek Sy	7 ^{ème}
6	Serigne Amadou Ndaek Seck	7 ^{ème}
7	Salba ICS Mboro	7 ^{ème}
8	Léonard Mourath Ndao (Mekhe)	7 ^{ème}
9	Mamadou Sy (Dioniane)	7 ^{ème}
10	S. S. S. S. S.	7 ^{ème}
11	S. S. S. S. S.	7 ^{ème}
12	Chloé	7 ^{ème}
13	Salba Ndiaye	6 ^{ème}
14	Serigne S. S. S. S. S.	6 ^{ème}

Académie de Ziguinchor :

N°	Lycées	Catégorie
1	Ahoune Sané	7 ^{ème}
2	Aline Sitoé Datta	7 ^{ème}
3	Coubanao	7 ^{ème}
4	Dionoulou	7 ^{ème}
5	El Hadj Omar Lamine Badji	5 ^{ème}
6	Djignabo	7 ^{ème}
7	Thionck Essyl	7 ^{ème}
8	Daouda Lankamara Sané (Diégoune)	6 ^{ème}
9	Balingore	7 ^{ème}

Art. 2. - La liste des établissements d'enseignement moyen avec pour chacun le nombre de classes et des filières scientifiques, est fixée ainsi qu'il suit :

Académie de Dakar

IDEN	CEM	Nombre de classes pédagogiques
Dakar-Banlieue	Camberène	17
	Dallit	17
	Diour	26
	Marabout	26
	Diour	26
	Diour	26
	Diour	26
	Diour	26
	Diour	26
Dakar-Médina	Alphonse S. M.	8
	Ousmane Diop C.P.	8
	Marie Th. B. Mbacké	14
	Martin Luther King	12
Dakar-Ville	S. S. S. S. S.	17
	Abbé Pierre Sock	7
	El H. Maliek Sy	8
	Lamine Guéye	19
	S. S. S. S. S.	8

Grand-Dakar 2	Adama Diallo	12
	Adama Ndiaye	9
	Amadou Trawaré	19
	David Diop	13
	Dr. Samba Guèye	14
	Badara Mb. Kaba	8
	Ousmane S. Diop	21
Grand-Dakar 1	Abdoulaye M. Diop	20
	Alioune Diop	8
	Ch. A.B. Mbacké	8
Guédiawaye	Banque Islamique	21
	El H. Ogo Diop	20
	Joseph F. Corrêa A	22
	Joseph F. Corrêa B	21
	Ndiarka Diagne	12
	Pikine Est A	24
	Pikine Est B	26
Pikine	Cherif M.H. Tijani	19
	Fadiou Diop	22
	S.Ch. A. Mbacke	24
	Mame Yelli Badiane	6
Rufisque 1	Abdoulaye Sadji	17
	Matar Seek	17
	Maurice Guèye	15
	Momar Waly Sène	22
	Pionnier du Syndicalisme	17
Rufisque 2	Bambylor	14
	Bargny	21
	Camp Marchand	18
	Diam Niadio	4
	Keur Ndiaye I o	4
	Kounoune	8
	Sébikotane	20
	Sangaleam	6
	Tivaoune Peul	6
	Yène	10
	Jaxaay	4

Thiaroye	Diamagnène	24
	Keur Massar 1	24
	Keur Massar 2	13
	Malika	15
	Martyrs C	16
	Mbao	28
	Momar Marième Diop	28
	Ndiawar Diagne	26
	Thiaroye I	30
	Thiaroye II	29
	Yeumbeul II	19
	Capee	5

Académie de Diourbel

N°	LA Diourbel	Nombre de classes pédagogiques
1	CEM Baba Garage	13
2	CEM Bambey 2	14
3	CEM Bambey 3	15
4	CEM Bambey Sérère	16
5	CEM Dangealma	11
6	CEM Diery Lali	20
7	CEM Keur Samba Kane	9
8	CEM Lambaye	14
9	CEM Ndongol	13
10	CEM Ngoye	14
11	CEM Réfane	10
12	CEM Ahmadou Bamba	21
13	CEM Ex CEMF	25
14	CEM Grand Diourbel	17
15	CEM Keur Cheikh 2	8
16	CEM Keur Goumack	16
17	CEM Cheikh Mouhamadou Moustapha Mbacké (Diourbel)	26
18	CEM Ndandy	10
19	CEM Ndoulon	10
20	CEM Ngolie	8
21	CEM Ndiourbel Lock	4
22	CEM Diourbel	12
23	CEM Grande Fatma	17
24	CEM Kael	4
25	CEM Mbacké 2	16
26	CEM Mbacké 3	13
27	CEM Serigne Mouhamadou Moustapha Mbacké (Lat. Mbacké)	10
28	CEM Touba Bélel	4
29	CEM Sadio	1
30	CEM Sambé	2

- Direction générale des Elections :
- Services rattachés :
- Direction des Opérations électorales ;
- Direction de la Formation et de la Communication ;
- Direction des Affaires générales et de l'Administration territoriale ;
- Direction de l'Automatisation des Fichiers ;
- Direction de la Protection civile ;
- Direction de l'Administration générale et de l'Equipement.

**MINISTERE DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT, DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HYDRAULIQUE**

3°) Directions :

- Supprimer « Direction de l'Assainissement ».

**MINISTERE DE LA DECENTRALISATION
ET DES COLLECTIVITES LOCALES.**

1°) Cabinet et services rattachés :

- Inspection des Affaires administratives et financières ;
- Inspection de l'Administration locale ;
- Service de Communication, de Documentation et de Relations publiques ;
- Centre national d'Etat civile ;
- cellule de Planification et d'évaluation technique des Programmes et Projets ;
- Comité national de Pilotage du Programme national de Développement local ;

2°) Directions :

- Direction des Collectivités locales ;
- Direction de la Décentralisation ;
- Direction de l'Appui au Développement local ;
- Direction de la Formation et de la Communication ;
- Direction de l'Administration générale et de l'Equipement.

3°) Autres administrations :

- Agence de Développement municipal ;
- Agence de développement local.

**MINISTERE DE LA SANTE
ET DE LA PREVENTION.**

3°) Directions :

Supprimer « Direction de l'Hygiène publique ».

-Ajouter après « MINISTERE DU COMMERCE ».

**MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT
ET DE L'HYDRAULIQUE.**

1°) Cabinet et services rattachés:

- Inspection interne ;
- Bureau de la Communication et de la Documentation.

2°) Directions :

- Direction de l'assainissement ;
- Direction de l'Hygiène publique ;
- Service de l'administration générale et de l'Equipement.

Art. 3. - L'article 2 du décret n° 2009-459 du 7 mai 2009 est complété ainsi qu'il suit :

**MINISTERE DE L'URBANISME,
DE L'HABITAT, DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HYDRAULIQUE**

Supprimer « Office national de l'Assainissement du Sénégal (ONAS) ».

Ajouter après « MINISTERE DU COMMERCE ».

**MINISTERE DE L'ASSAINISSEMENT
ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE**

- Office national de l'Assainissement du Sénégal (ONAS).

Art. 4. - Le Premier Ministre, les ministres d'Etat et les ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Dakar le 20 octobre 2009.

Abdoulaye WADE.

Par le Président de la République

Le Premier Ministre,

Souleymane Ndéné Ndiaye.

Académie de Fatick

N°	IA Fatick	Nombre de classes pédagogiques
1	CEM Fass	5
2	CEM Oualieur	8
3	CEM Ndiago	3
4	CEM Mbadakhoune	5
5	CEM Ngathie	5
6	CEM Ourour	3
7	CEM Khelecom	1
8	CEM Mbar	1
9	CEM Colobane	8
10	CEM Gagnick	8
11	CEM Patar Lila	1
12	CEM Ndiène Tagane	1
13	CEM Maka Kamone	1
14	CEM Karang	10
15	CEM Diene Coumba Ndiaye	12
16	CEM Nioko A Fall	6
17	CEM Sadioga	4
18	CEM Bassogl	1
19	CEM Keur Saloum Diané	3
20	CEM Keur Samba Gueye	7
21	CEM Dionewar	8
22	CEM Djimba	5
23	CEM Passy	14
24	CEM Dioussong	8
25	CEM Djilor Saloum	15
26	CEM Mbam	9
27	CEM Soum	13
28	CEM Foubacouta	14
29	CEM Niodior	11
30	CEM Khar Ndoffene	20
31	CEM Mamadou Sall	18
32	CEM CEM 3 Fatick	12
33	CEM Iyécé Tattaguine	12
34	CEM Diouroup	18
35	CEM Djilasse	9
36	CEM Diohine	9
37	CEM Loule Sessène	15
38	CEM Diartère	14
39	CEM Ndiob	8
40	CEM Mbellacadio	14
41	CEM Patar Sine	14
42	CEM Tourcar	14
43	CEM Ibiaré Ndiagui	8
44	CEM Palmarin	14
45	CEM Samba Dia	8
46	CEM Dioufor 1	17
47	CEM Dioufor 2	7
48	CEM Balyard	1
49	CEM Sagrè	8
50	CEM Ndiaye	1

51	CEM Ndongolor	6
52	CEM Ile de Mar	10
53	CEM Ngayokhène	8
54	CEM Diaoule	1
55	CEM Bicole	1
56	CEM Mbadatte	1
57	CEM Missirah	2
58	CEM Ngohe Ndongor	2
59	CEM Khar Kane	8
60	CEM Macodou Ndiaye	22

Académie de Kaolack

N°	IA Kaolack	Nombre de classes pédagogiques
1	CEM Birkilane	10
2	CEM Boulel	8
3	CEM Guiby	2
4	CEM Kafrine commune	1
5	CEM Mabo	6
6	CEM Malène Hodar	8
7	CEM Mboss	5
8	CEM Nganda	1
9	CEM Djim Momar	2
10	CEM El Hadji Moustapha Ndiaye	10
11	CEM Kabatoki	1
12	CEM Ndangane	10
13	CEM Ngane Allassane	8
14	CEM Ngane Saër	1
15	CEM Parcelles Assainies	10
16	CEM Sara Ndiougary	1
17	CEM Serigne Bassirou Mbacke	1
18	CEM Tafsir Mignane Sarr	11
19	CEM Valdiodio Ndiaye 1	11
20	CEM Valdiodio Ndiaye 2	28
21	CEM Joseph Turpin	20
22	CEM Dya	8
23	CEM Kallone	9
24	CEM Keur Soeë	1
25	CEM Koumbal	10
26	CEM Koutal	1
27	CEM Latmingué	1
28	CEM Ndiattate	10
29	CEM Ndiébei	1
30	CEM Ndiédieng	11
31	CEM Ngeothie	8
32	CEM Sibasson	1
33	CEM Thiombi	8
34	CEM Dinguraye	8
35	CEM Gamth Kayes	1
36	CEM Keur Maba Diakhou	7
37	CEM Médina Sabakh	1
38	CEM Ndrame Lscate	1

2 janvier 2010

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

11

39	CEM Ngayène Sabakh	7
40	CEM Mamour Ndary Bâ (Nioro commune)	11
41	CEM Paoskoto	8
42	CEM Porokhane	10
43	CEM Taïba Niassène	6
44	CEM Wack Ngouna	11
45	CEM Bongré	5
46	CEM Thiofac	6
47	CEM Thiaré	4
48	CEM Keur Baka	5
49	CEM Gandiaye	10
50	CEM Kaymor	5
51	CEM Missirah	5
52	CEM Babacar C. Ndao 1	17
53	CEM Babacar C. Ndao 2	17
54	CEM Diokoul Mbelbouck	3
55	CEM Keur Mbouki	4
56	CEM Lour Escale	4
57	CEM Ndioum Gaiithe	3
58	CEM Keur Mbagne Diop	3

Académie de Kolda

N°	CEM	Nombre de classes pédagogiques
1	Amadou M. Diagne	20
2	Bagadadjî	12
3	Bambaly Béréto	13
4	Bémét	13
5	Birkama	10
6	Bogal	6
7	Bokonto	13
8	Bonna	17
9	Boukiling	20
10	Coumbacara	5
11	Dabo	17
12	Diacounda	15
13	Diannah-Malary	16
14	Diaobé	14
15	Diaroumé	8
16	Diattacounda	14
17	Diendé	10
18	Dioula colon	9
19	Djibabouya	7
20	Djibanar	10
21	Djirédji	12
22	Fafacoura	7
23	Gadapara	18
24	Guïro Yéro Boear	4

25	Innor	6
26	Kandia	7
27	Karantaba	7
28	Kolda 1	18
29	Kolda 2	25
30	Koukané	25
31	Mampatim	17
32	Marsassoum	18
33	Médina El Hadji	5
34	Médina Wandifâ	16
35	Médina Y. Foulah	4
36	Nderna	6
37	Niagha	9
38	Pata	8
39	Salikégné	6
40	Samine	18
41	Sandiniéry	6
42	Sansamba	5
43	Saré Bidji	10
44	Saré Moussa	9
45	Saré Yoba Diéga	9
46	Sikilo Nord	20
47	Sikilo Ouest	20
48	Simbandi Balante	6
49	Simbandi Brassou	9
50	Cherif Younouss Aïdara (Janaf)	18
51	Tankanto Escale	5
52	Bouma Kane	5
53	Boumo	1
54	Kaour	6
55	Keugnana	1
56	Koussy	6
57	Likienou	9
58	Makéoumou	6
59	Makéoumou	5
60	Nemadara	5
61	Niassene Diola	5
62	Oudoucar	5
63	Pacour	10
64	Paroumba	9
65	Sakar	4
66	Saré Coly	10
67	Sinthian Coundara	7
68	Vélingara Commune 1	15
69	Vélingara Commune 2	11
70	Wassadou	12
71	Goundomp commune	16
72	Sénoba pose (Sédhiou)	2

Académie de Louga

N°	CEM	Nombre de classes pédagogiques
1	Kébémér-Commune	11
2	Macodou K. Sall	19
3	Ndande	11
4	Ndoyène	3
5	Sagatta-Gueth	7
6	Serigne Mahmadane Mbacké	14
7	Barkédji	4
8	Dahra	9
9	Gassane	4
10	Mbeuleukhe	4
11	Nguith	4
12	Sagatta Djoloff	8
13	CEM Ex CEM1	21
14	Grand- Louga	13
15	Keur Momar Sarr	8
16	Koki	7
17	Léona	8
18	Louga-Commune	6
19	Massamba Siga Diouf	13
20	Modou Awa Balla Mbacké	14
21	Ndiagne	6
22	Ngeune Sarr	5
23	Nguidilé	8
24	Niomré	4
25	Sakal	8
26	Louga Artillerie	6
27	Nguer Malal	3
28	Thiamène	3
29	Boulal	3
30	Warknakh	3
31	Y. L. M. Lall	2
32	Y. L. M. Lall	2
33	Kou. M. Lall	2

Académie de Matam

N°	CEM	Nombre de classes pédagogiques
1	Dembancané	6
2	Hamady Ounaré	12
3	Kanel	12
4	Odobéré	6
5	Orkadieré	6
6	Semme	6
7	Sinthiou Bamambé	6
8	Soringho	6
9	Thiemping	6
10	Waoundé	6
11	Bokidiawé	3
12	Dondou	6
13	Doumga Ouro Alpha	10
14	Agnam	11
15	Nabadji Civol	8
16	Ndoulounadji	8
17	Nguijilene	8
18	Ogo	6
19	Oréfondé	6
20	Ourossogui	10
21	Sédo Sebé	6
22	Sinthiou Garba	6
23	Taïba	6
24	Thilogne	11
25	Ranérou	4
26	Vélingara	4
27	Ngano	3
28	CEM Matam	14
29	Galayabé	4
30	Sinthiou Mogo	3
31	Teré Nrebe	4
32	Danthiadji	3
33	Tiguéré	3
34	Boïnadji	9
35	Sinthiou Diamdior	4
36	Séno Pale	2
37	Ndiaffane Sorokoum	2

Académie de Saint-Louis

N°	IA de Saint-Louis	Nombre de classes pédagogiques
1	CEM Gaé	7
2	CEM Maka Diama	5
3	CEM Mbane	9
4	CEM Ngnith	8
5	CEM Richard-Toll 1	22
6	CEM Richard-Toll 2	19
7	CEM Ronkh	10
8	CEM Ross Béthio	19
9	CEM Rosso Sénégal	10
10	CEM Podor Commune	24
11	CEM Aéré Lao	16
12	CEM Dimath	7
13	CEM Fanaye Diery	9
14	CEM Galoya	11
15	CEM Mboumba	12
16	CEM Pété	10
17	CEM Thillé Boubacar	8
18	CEM Donaye Tarédji	13
19	CEM Village Planétaire de Cas Cas	11
20	CEM Niandane	4
21	CEM Dodel	6
22	CEM Golléré	3
23	CEM Médina Ndiathbé	4
24	CEM Chantier	7
25	CEM Abbé David Boilat	10
26	CEM Abdoulaye Mar Diop	13
27	CEM Ahmet Télémaque Sow	15
28	CEM Amadou Dugaye Clédor Ndiaye	4
29	CEM Amadou Fara Mbodj	12
30	CEM André Peytavin	16
31	CEM Augustin Henri Louis Guillabert	20
32	CEM Médina Courses	6
33	CEM Ngallele	12
34	CEM Pikine	16
35	CEM Gandon	11
36	CEM Ndiawdouné	10
37	CEM Rawane Ngom	13
38	CEM Tassinère	9
39	CEM Guinaw Rails	5
40	CEM Rao	5
41	CEM démette	3
42	CEM Ndioum	21

43	CEM Dioudé-Diabé	3
44	CEM Mboudoum Barrage	3
45	CEM Bango	3
46	CEM Méry	3
47	BST Saint-Louis	22

Académie de Tambacounda

N°	CEM	Nombre de classes pédagogiques
1	CEM Abattoirs	8
2	CEM Afia	16
3	CEM Ballou	5
4	CEM bamba Thialène	8
5	CEM Bandafassi	7
6	CEM Bani Israël	3
7	CEM Dialacoto	6
8	CEM Diawara	13
9	CEM Dindéfelo	5
10	CEM Fongolimbé	6
11	CEM Gabou	5
12	CEM Gohmy	7
13	CEM Goudiry	13
14	CEM Diadié	8
15	CEM Gouye	10
16	CEM Kahène	3
17	CEM Kédougou-Commune	20
18	CEM Khossanto	7
19	CEM Kidira	14
20	CEM Kothary	7
21	CEM Koumpentoum	18
22	CEM Koussanar	9
23	CEM Maka	8
24	CEM Mako	5
25	CEM Malème Niani	4
26	CEM Missirah	9
27	CEM Missirah Sirimama	3
28	CEM Moribo Diakité	21
29	CEM Moudéry	7
30	CEM Netteboulou	8
31	CEM Quinzambougou	15
32	CEM Salémata	12
33	CEM Samécouta	5
34	CEM Saraya	12
35	CEM Sinthiou Malème	5
36	CEM Thierno Souleymane Agne	16
37	CEM Bala	3
38	CEM Ndoga Babacar	2
39	CEM Gouloumbou	2
40	CEM Méréto	3
41	CEM Kouthiaba	2

Académie de Thiès

N°	CEM	Nombre de classes pédagogiques			
1	Boukhou	8	37	Thiënaba	9
2	Cheikh Amadou Lamine Dabo	17	38	Touba Toul	12
3	Diamaguène Mbour (5)	8	39	10 ^{ème} Rion	15
4	Diass	16	40	Amadou Coly Diop	17
5	El Hadji Thierno Amadou Barro	16	41	Darou Salam	12
6	Fissel Mbadane	14	42	Diamaguène A	16
7	Grand Mbour	9	43	Diamaguène B	13
8	Gniéréo	7	44	Djibril Diaw	19
9	Joal 2	8	45	HEM Route de Mbour	11
10	Lamine Senghor	24	46	Idrissa Diop	13
11	Malicounda 1	7	47	Jules Sagna	18
12	Malicounda 2	9	48	Malick Sy	12
13	Mbour 6	14	49	Mamadou Diaw	21
14	Parcelles Assainies	6	50	Mbour 2	13
15	BSI	20	51	Medina Fall	13
16	Ababacar Sy	28	52	Kelle	8
17	Brave Hyppolyte	11	53	Méouane	3
18	Cheikh Mourath Ndiaw	27	54	Mérina Dakhar	7
19	Darou Khondoss	7	55	Ndiassane	4
20	Ngaparou	7	56	Niakhène	4
21	Ousmane Ngom	17	57	Pambal	9
22	Nguéniène	9	58	Pekesse	8
23	Popenguine	10	59	Keur Moussa	2
24	Saly	7	60	Thilmakha	4
25	Sandiana	15	61	El Hadj Mouhamadou Habib Sy (ex Tivaoune 2)	24
26	Serigne Amadou Wade	16	62	Zone Sud Mbour	5
27	Sindia	8	63	Mbodiène	4
28	Diogo	1	64	Cité Ballabey	7
29	Bayakhi	14	65	Sally Carrefour	1
30	Landene	5	66	Pout	8
31	Ngoundrane	14	67	Lalane	5
32	Ndiéyène Sirakh	4	68	Cayar	3
33	Notto Diobass	12	69	Peycouck	6
34	Sangué	12	70	Diender	3
35	Soune	7	71	Chérif Lo	3
36	Tassette	5	72	Mballing	3
			73	Tivaouane 3	11
			74	Notto Gouye Diama	4

Académie de Ziguinchor

N°	IDEN	Etablissement	Nombre de classes pédagogiques				
1	Ziguinchor	CEM Kané Alassane	5	38	Bignona	CEM Kagnebon	12
2	Ziguinchor	CEM Amilear Cabrar	26	39	Bignona	CEM Mandégane	10
3	Ziguinchor	CEM Boucotte Sud	22	40	Bignona	CEM Dianki	10
4	Ziguinchor	CEM Kandifang	11	41	Bignona	CEM Kartiaek	10
5	Ziguinchor	CEM Kénia	21	42	Bignona	CEM Mlomp	10
6	Ziguinchor	CEM Kandé	20	43	Bignona	CEM Tendonck	6
7	Ziguinchor	CEM Lyndiane 1	15	44	Bignona	CEM Mangazoulack	6
8	Ziguinchor	CEM Lyndiane 2	7	45	Bignona	CEM Barla	10
9	Ziguinchor	CEM Maliek Fall	24	46	Bignona	CEM Badiana	10
10	Ziguinchor	CEM Soucoupapaye	13	47	Bignona	CEM Djinaky	14
11	Ziguinchor	CEM Télé Diadhion	30	48	Bignona	CEM Kabiline 1	8
12	Ziguinchor	CEM Peyrissac	9	49	Bignona	CEM Dombondir	6
13	Ziguinchor	CEM Goumel	4	50	Bignona	CEM Koudioubé	7
14	Ziguinchor	CEM Adéane	10	51	Bignona	CEM Suelle	9
15	Ziguinchor	CEM Agnack	6	52	Bignona	CEM Kafountine	18
16	Ziguinchor	CEM Baghagha	7	53	Bignona	CEM Niamone 2	5
17	Ziguinchor	CEM Diagnon	3	54	Bignona	CEM Tobor	5
18	Ziguinchor	CEM Niaguis	13	55	Bignona	CEM Diango	8
19	Ziguinchor	CEM Boutoute	6	56	Bignona	CEM Kagnatou	5
20	Ziguinchor	CEM Enampor	12	57	Bignona	CEM Brindiago	5
21	Ziguinchor	CEM Djilbonher	5	58	Bignona	CEM Djibadione	4
22	Ziguinchor	CEM Nyassia	9	59	Bignona	CEM Soutou	4
23	Bignona	CEM A B Sonko	24	60	Bignona	CEM Tendiène	3
24	Bignona	CEM La Sorbonne	13	61	Bignona	CEM Kabiline 2	10
25	Bignona	CEM A. Sané	19	62	Bignona	CEM Bandjikaky	10
26	Bignona	CEM Siadian	20	63	Bignona	CEM Niomoune	5
27	Bignona	CEM Coubalan	14	64	Bignona	CEM Thiobon	6
28	Bignona	CEM Niamone 1	6	65	Bignona	CEM Affiniam	5
29	Bignona	CEM Ouonek	11	66	Bignona	CEM Darsalam Cherif	3
30	Bignona	CEM Souda	9	67	Bignona	CEM Bai Bati	4
31	Bignona	CEM Ndiéba	10	68	Bignona	CEM Diatack	5
32	Bignona	CEM Oulampane	10	69	Oussouye	CEM Diembering	5
33	Bignona	CEM Mampalago	6	70	Oussouye	CEM Cabrousse	10
34	Bignona	CEM Mangoulé	8	71	Oussouye	CEM Mlomp	20
35	Bignona	CEM Badioure	7	72	Oussouye	CEM A.S. Diatta	17
36	Bignona	CEM Tenghory transg	13	73	Oussouye	CEM Sigamar (Fyoume)	9
37	Bignona	CEM Tenghory arrond	10	74	Oussouye	CEM Oukout	9
				75	Oussouye	CEM Youtou	5
				76	Oussouye	CEM Boukitigbo	6
				77	Oussouye	CEM Elinkine	5
				78	Oussouye	CEM Boucotte Diembering	2

Art. 3. - Les établissements de formation sont classés dans les catégories ci-après :

N°	ETABLISSEMENT	CATEGORIE
1	Centre National de Formation des Techniciens de l'Elevage et des Industries Animales (CNFII-IA) de Saint-Louis	2 ^{ème}
2	Ecole de formation des Instituteurs de Dakar	5 ^{ème}
3	Ecole de formation des Instituteurs de Diourbel	3 ^{ème}
4	Ecole de formation des Instituteurs de Fatick	3 ^{ème}
5	Ecole de formation des Instituteurs de Kaolack	5 ^{ème}
6	Ecole de formation des Instituteurs de Kolda	5 ^{ème}
7	Ecole de formation des Instituteurs de Louga	5 ^{ème}
8	Ecole de formation des Instituteurs de Matam	3 ^{ème}
9	Ecole de formation des Instituteurs de Saint-Louis	4 ^{ème}
10	Ecole de formation des Instituteurs de Tambacounda	3 ^{ème}
11	Ecole de formation des Instituteurs de Thiès	6 ^{ème}
12	Ecole de formation des Instituteurs de Ziguinchor	3 ^{ème}
13	Institut national d'Education et de formation des jeunes Aveugles	2 ^{ème}

Art. 4. - La liste et la catégorie des centres de rééducation sont fixées ainsi qu'il suit :

N°	CENTRE	CATEGORIE
1	Centre de rééducation de Dakar	2 ^{ème}
2	Centre de rééducation de Dax	2 ^{ème}

Le présent décret sera enregistré, publié et communiqué dans les formes voulues.

MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA FRANCOPHONIE

ARRÊTÉ MINISTÉRIEL n° 8107 en date du 26 août 2009 portant création et fonctionnement de la Commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation de l'inauguration du Monument de la Renaissance africaine.

Article premier. Il est créé une Commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation de l'inauguration du Monument de la Renaissance africaine.

Art. 2. - La Commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation de l'inauguration du Monument de la Renaissance africaine est présidée par le Ministre de la Culture et de la Francophonie ou son représentant. Ce dernier est assisté d'un Coordonnateur.

Art. 3. - La Commission nationale chargée de la préparation et de l'organisation de l'inauguration du Monument de la Renaissance africaine comprend les sous-commissions suivantes :

- sous-commission Finances et Sponsoring ;
- sous-commission Aménagement, Transport et Logistique ;
- sous-commission Information et Communication ;
- sous-commission Colloque et Conférences ;
- sous-commission Concours littéraire ;
- sous-commission Animation et Mobilisation ;
- sous-commission Expositions ;
- sous-commission Spectacle Sons et Lumière ;
- sous-commission Théâtre ;
- sous-commission Spectacles ;
- sous-commission Cinéma et Images ;
- sous-commission Sécurité ;
- sous-commission Accueil et Protocole ;

Art. 4. - Le Coordonnateur, les Présidents et les membres des sous-commissions sont désignés par le Président de la Commission nationale.

Art. 5. - Le Coordonnateur, en relation avec les présidents des sous-commissions :

- établit les cahiers de charges ;
- élabore les budgets sectoriels ;
- assure la mise en œuvre des activités programmées ;
- prépare et présente à la fin de l'inauguration le bilan général des activités menées.

Les programmes d'activités et les budgets des sous commissions sont approuvés par le Président de la Commission nationale.

Art. 6. - Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

ARRETE MINISTERIEL n° 7458 en date du 5 août 2009 portant création d'une commission de délivrance de la carte nationale de presse.

Article premier. - Il est créé une commission de délivrance de la carte nationale de presse :

Art. 2. - La commission est ainsi composée :

- un Représentant du Ministère de la Communication et un suppléant ;
- un Représentant de l'Assemblée Nationale et un suppléant ;
- un Représentant du Sénat et un suppléant ;
- un Représentant du Ministère de la Justice et un suppléant ;
- un Représentant du SYNPICS et un suppléant ;
- un Représentant de Presse publique et un suppléant.

Art. 3. - Le Directeur de la Communication (DIRCOM) et le Chef du Service de l'Administration Générale et de l'Équipement (SAGE) sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié, communiqué partout où besoin sera.

ARRETE MINISTERIEL n° 8066 en date du 24 août 2009 fixant les modalités de gestion de la Subvention aux organes de presse.

Article premier. - Il est créé un Comité consultatif de la subvention aux organes de presse.

Art. 2. - Le Comité consultatif est composé :

- du Président ;
- du Secrétariat exécutif ;
- des membres permanents.

Art. 3. - La Présence du Comité est assuré par le Directeur de la Communication qui est chargé de diriger les travaux du Comité et de rendre compte au Ministre de la Communication, Porte Parole du Gouvernement.

Art. 4. - Le Secrétariat exécutif est chargé de la préparation technique des réunions. Il en dresse les procès verbaux.

Il est composé de :

- un Représentant du SAGE du Ministère de la Communication ;
- un Conseiller Technique du Ministre ;
- un Représentant de la Directeur de la Communication chargé de la préparation et du suivi technique des réunions.

Art. 5. - Les membres permanents du Comité consultatif sont :

- un Représentant du Premier Ministre ;
- un Représentant du Ministère de l'Economie et des Finances ;
- un Représentant des Organisations syndicales des Professionnels de presse ;
- un Représentant de la Convention des jeunes journalistes ;
- un Représentant des Correspondants régionaux ;
- un Représentant des Editeurs de Presse ;
- un Représentant des organes audiovisuels ;
- un Représentant du Comité pour l'Observation des Règles d'Ethique et de Déontologie (CORED).

Art. 6. - Le Comité se réunit sur convocation de son Président.

Art. 7. - Le Comité consultatif répartit l'aide à la presse conformément aux prescriptions légales.

Art. 8. - Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**MINISTERE DE L'ARTISANAT,
DU TOURISME ET DES RELATIONS
AVEC LE SECTEUR PRIVE
ET LE SECTEUR INFORMEL**

ARRETE MINISTERIEL n° 6917 MATRSPSI-DRET-CDHR en date du 14 juillet 2009 portant autorisation d'ouverture à l'exploitation de l'Etablissement d'hébergement touristique à l'enseigne « TERROU BI » sis au boulevard Martin Luther King, à la corniche Ouest.

Article premier. – M. Kamil Rahal, propriétaire et propriétaire et directeur général est autorisé à ouvrir à l'exploitation l'établissement d'hébergement touristique à l'enseigne « TERROU BI » sis au boulevard Martin Luther King, à la corniche Ouest.

Art. 2. – Tout changement intervenu dans la Direction ou l'Administration de l'Etablissement ou toute modification relative à l'adresse, doit être signalée dans un délai d'un mois au Ministre en charge du Tourisme en vue de la modification de l'arrêté.

Art. 3. – Le retrait ou la suspension de l'autorisation d'ouverture à l'exploitation de même que le déclassement de l'établissement peut-être prononcé par le Ministre en charge du Tourisme en cas de non-respect de la réglementation en ce qui concerne notamment le confort et les conditions techniques d'hygiène, de salubrité, de santé et de sécurité.

Art. 4. – Le gérant est tenu de collecter et de reverser la taxe de séjour touristique de 600 francs CFA due par le client et par unité au bureau du Trésor de Dakar.

Art. 5. – La Direction de la Réglementation et de l'Encadrement du Tourisme est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

MINISTERE DU COMMERCE

ARRETE MINISTERIEL n° 8251 en date du 28 août 2009 fixant des prix plafond du pain dans les régions autres que Dakar.

Article premier. – Les prix des baguettes de pain de consommation courante applicables dans les régions autres que Dakar sont ceux indiqués dans le tableau en annexe.

Art. 2. – Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont passibles des sanctions prévues par la loi n° 94-63 du 22 août 1994 sur les prix, la concurrence et le contentieux économique.

Art. 3. – Le Directeur du Commerce Interieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel*.

REGION	PRIX	POIDS
Diourbel	150 Francs	210 grs
Fatick	150 Francs	200 grs
Kaffrine	150 Francs	200 grs
Kaolack	150 Francs	200 grs
Kedougou	130 Francs	175 grs
Kolda	160 Francs	200 grs
Louga	150 Francs	200 grs
Matam	140 Francs	210 grs
Saint-Louis	165 Francs	250 grs
Sédhiou	150 Francs	200 grs
Tambacounda	160 Francs	215 grs
Thies	150 Francs	210 grs
Ziguinchor	165 Francs	200 grs

PARTIE NON OFFICIELLE

Conservation de la Propriété et des Droits fonciers
Bureau de Mbour

AVIS DE BORNAGE

Toutes personnes intéressées sont invitées à assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le 25 janvier 2010 à 10 heures du matin, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à la Somone, consistant en un terrain du domaine national (après déclassement) d'une contenance de 4 hectares en vue de son attribution par voie de bail au profit de la Société Touristique de la Somone (SOTOUSO), dont l'immatriculation a été demandée par le Receveur des Domaines de Mbour suivant réquisition du 8 juillet 2009 n° 17.

Le Conservateur de la Propriété foncière
Serigne Fall.

ANNONCES

l'Administration n'entend nullement être responsable de la teneur des annonces ou avis publiés sous cette rubrique par les particuliers.

DECLARATION D'ASSOCIATION

Titre de l'Association : « Union des Ressortissants And Diarimu Ci Guedj Gui » Mbour.

Objet :

- de constituer un lieu de rencontre regroupant tous les acteurs opérant dans le quai de Pêche de Mbour ;

- de créer et maintenir entre eux des liens de fraternité et de solidarité pour le développement de la filière mareyage pêche et transformation dans la Petite côte.

Siège social : Sis au Quartier Serigne Saliou Mbacké à Mbour.

COMPOSITION DU BUREAU

actuellement chargé de l'administration et de la direction de l'association

MM Gora Diop, *Président :*

Aliou Ndiaye, *Secrétaire général :*

Ibra Sall, *Trésorier général.*

Récépissé de déclaration d'association n° 149 GRT-AS en date du 24 novembre 2009.

Etude de M^{re} Boubacar Seck,
Aissatou Sow & Moulhamadou Mbacké,
notaires associés
27, rue Jules Ferry x Moussé Diop - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 5.410-DG en cours de transfert au livre foncier de Grand Dakar (GR), appartenant à M. Paul Xavier Dietsch. 2-2

Etude de M^{re} Amadou Moustapha Ndiaye
& Aïda Diawara Diagne
notaires associés
83, Boulevard de la République
Immeuble Horizons 2^e étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte de la copie du titre foncier n° 9.780-DG, appartenant à la SCI « Choucair Seemuth ». 2-2

Société civile professionnelle de notaires
M^{re} Papa Ismaël Kā & Alioune Kā
notaires associés
94, rue Félix Faure BP 2899 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 9.708-DG, devenu le titre foncier n° 6.598-DK, appartenant aux sieurs et dames : Boubacar Diallo, Amadou Moctar Diallo, Khady Diallo et Dieynaba Diallo. 2-2

Etude de M^{re} Imane Seydi, *notaire*
40-42 rue Mohamed V x 49-21 rue Jules Ferry
3^e étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 2.705GRD ex 30.749 DG, appartenant à M. Bolei Guèye. 2-2

Etude de M^{re} Aminata Sow Diop, *notaire*
sis au 186 Quartier Dépôt - Fatick

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 659 du Niani Ouli, appartenant au sieur Mamadou Seck. 2-2

Etude de M^{re} Djibril War,
expert administrateur judiciaire
20, Avenue Cheikh Ahmadou Bamba
Immeuble Khadimou Rassoul 3^e étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 1.255-R, appartenant à la Société Sénégalaise pour le Commerce et le Développement « SOCECOD ». 2-2

Etude de M^{re} Mbaye Dieng & *associés*
Société civile professionnelle d'avocats
127, Avenue Lamine Guèye x Félix Faure
1^{er} étage - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 7.583-DK ex (13.423-DG), au nom de la SCI JAMINA. 2-2

Société civile professionnelle de notaires
M^{re} Papa Ismaël Kā & Alioune Kā
notaires associés
94, rue Félix Faure BP 2899 - Dakar

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du certificat d'inscription de la garantie de la Banque sénégal-koweïtienne « BSK » portant sur le titre foncier n° 18.931-DG, appartenant à M. El Hadji Mbaye Badiane. 1-2

AVIS DE PERTE

Avis est donné de la perte du titre foncier n° 13.940-GRD, (ex 18.877-DG) en cours de transfert au livre foncier de Grand Dakar (GR), appartenant aux sieurs et dames Ibrahima Sakho, Ousseynou Sakho, Bandia Sakho, Oulimata Diouf, et Anta Sakho. 1-2

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6496 du Journal officiel en date du 31 octobre 2009 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement. **le 1^{er} décembre 2009.**

Le Secrétaire général du Gouvernement.
M. Papa Ousmane Guèye.

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6499 du Journal officiel en date du 21 novembre 2009 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement. **le 1^{er} décembre 2009.**

Le Secrétaire général du Gouvernement.
M. Papa Ousmane Guèye.

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6498 du Journal officiel en date du 14 novembre 2009 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement. **le 1^{er} décembre 2009.**

Le Secrétaire général du Gouvernement.
M. Papa Ousmane Guèye.

PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

RECEPISSE

(Application de la loi n° 70-14 du 6 février 1970 fixant les règles d'applicabilité des lois, des actes administratifs à caractère réglementaire et des actes administratifs à caractère individuel, modifiée par la loi n° 71-07 du 21 janvier 1971.

Le numéro 6501 du Journal officiel en date du 5 décembre 2009 a été déposé au Secrétariat général du Gouvernement. **le 11 décembre 2009.**

Le Secrétaire général du Gouvernement.
M. Papa Ousmane Guèye.